



## Togo : Les enjeux d'une élection présidentielle: changement ou continuité

**Auteurs:** GNACADJA Constant C, Coordonnateur Zone IV (Bénin-Togo-Nigeria) en Alerte Précoce et prévention de Conflits.

**Pour toutes informations:** Directeur Exécutif, WANEP. P.O. Box CT 4434 Cantonments, Accra, Ghana.

**Email:** [Ebombande@wanep.org](mailto:Ebombande@wanep.org), [wanep@wanep.org](mailto:wanep@wanep.org), **Tel:** +233 21 775975/77/81 **Fax:** 233-21-776018.

**Website:** [www.wanep.org](http://www.wanep.org);

**Copy Right: WANEP © 2010**

### I- Introduction

L'année 2010 est une année importante pour 17 pays africains<sup>1</sup> qui vont commémorer les 50 ans de leur accession à l'indépendance. Au Togo, cela fait 5 ans que le Président Gnassingbé Eyadema qui a dirigé le Togo de 1967 à 2005 a tiré sa révérence. C'est dans ce contexte de célébration de souvenirs que les Togolais se préparent pour aller aux élections le jeudi 4 mars 2010 dans un climat politiquement confus fait de méfiance et de suspicion et économiquement à la recherche de ses repères. L'on aurait cru que les 5 années du Président Faure GNASSINGBE devraient suffire pour asseoir les bases structurelles d'une démocratie forte et d'une économie florissante. Les efforts faits par le Président Faure GNASSINGBE n'ont pas encore été suffisants pour permettre aux Togolais de se vanter d'une démocratie apaisée où les principes forts d'une démocratie moderne balisent le terrain pour un développement économique.

#### RESEAU OUEST AFRICAIN D'ALERTE ET D'INTERVENTION RAPIDES (WARN)

Le Réseau d'Alerte Précoce en Afrique de l'ouest (WARN) est une partie intégrale du programme préventif ouest africain d'édification de la paix coordonné par le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP). A travers son programme WARN, WANEP est en train de mettre en place l'étape de l'implication de la société civile dans un réseau pour l'alerte précoce et la réponse rapide en Afrique en mettant l'accent sur la sécurité humaine.

Le programme WARN couvre toute la sous région de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) y compris le Cameroun et le Tchad. Notre principal centre d'intérêt a été l'union des pays du fleuve Mano à savoir : La Sierra Leone, la Guinée, le Liberia et la Côte d'Ivoire. Nous sommes maintenant en train de couvrir l'ensemble de la sous région ouest africaine.

Depuis 2002, WANEP a signé un protocole d'accord (MOU) avec la CEDEAO dans le cadre de renforcement des capacités en prévention des conflits. L'un des buts de cet accord est d'établir un point de liaison entre le programme WARN et le système d'alerte précoce de la CEDEAO afin d'optimiser les actions d'alerte précoce pour la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. En vue de ce développement, WANEP gère un bureau de liaison au sein du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigeria depuis Avril 2003.

Le but du présent Policy Brief est d'analyser les différentes forces politiques en présence et de proposer les différentes scénarii possibles à l'issue de la consultation électorale du 4 mars 2010.

### II- Contexte sociopolitique

Après la vague des conférences nationales des années 1990, le Togo est rentré dans la cour des pays en voie de démocratisation en Afrique mais cette avancée n'a été qu'éphémère car très tôt le naturel a repris le dessus sur l'artificiel. Tout se passe depuis lors comme si le concept de démocratie a été mal compris par les acteurs politiques qui ont préféré les conflits interpersonnels aux réels problèmes qui handicapent le développement du pays.

En fait, la succession du Président Eyadema, ne s'est pas faite sans des heurts parmi son proche entourage. Les rivalités entre le Président Faure GNASSINGBE et le député Kpatcha GNASSINGBE ont été très tôt mises sur la place publique.

Depuis l'accession au pouvoir de Faure, son frère Kpatcha réclame sa part du gâteau. Il fut alors nommé ministre de la défense. Mais très vite, les relations entre les deux demi-frères se dégradent. Après l'accord politique global signé en 2006, un nouveau gouvernement voit le jour sans Kpatcha. Rappelons que le ministère de ce dernier a été rattaché à la présidence et que les relations entre les deux frères se sont détériorées. Comme si cela ne suffisait pas, les velléités du pouvoir, les coups bas entre Faure et Kpatcha s'éclatent au grand jour et ont conduit à l'arrestation de ce dernier le 15 avril 2009 à l'Ambassade des Etats-Unis pour « tentative de coup d'Etat<sup>ii</sup> », jetant ainsi un grand doute sur l'issue pacifique du scrutin du 4 mars 2010.

Le souvenir encore présent des élections entachées d'irrégularités ayant conduit Faure GNASSINGBE au pouvoir en 2005 tourmente aujourd'hui, avec plus d'intensité, le sommeil de la population quand on sait que le Président Faure sera candidat à sa propre succession. Il n'est pas exagéré de rappeler que selon les investigations d'Amnesty International, les élections de 2005 ont fait plus de 800 morts au Togo<sup>iii</sup>.

La crise politique qui autrefois était propre aux partis politiques de l'opposition affecte cette fois-ci aussi la grande famille politique du RPT qui risque d'imploser si cette crise n'est pas bien gérée. Bien évidemment, ceci ne restera pas sans conséquences sur l'avenir politique du Togo, surtout dans la perspective des élections présidentielles programmées pour le 4 mars 2010. Somme toute, la situation sociopolitique du Togo, à la veille des élections n'est pas encore la meilleure.

### **III- Des avancées politiques à encourager**

Sur le plan politique, le Président Faure GNASSINGBE, s'est donné pour priorité la réconciliation de la classe politique afin de redonner confiance au peuple togolais. Il a mis sur pied entre autres:

- le Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC) destiné à traiter "de questions d'intérêt national". Ce cadre, créé le 4 février 2009 par décret présidentiel, est présidé par l'ancien ministre du commerce, Jean-Lucien SAVI. Les membres de ce cadre travaillent à redonner confiance aux différents acteurs politiques du Togo. L'opportunité a été aussi donnée aux partis politiques légalement constitués non représentés au sein du cadre, par écrit, de le saisir de tout sujet qu'ils jugent d'intérêt national.

- la Commission « Vérité, Justice et Réconciliation » chargée de mener des investigations pour déterminer les causes, l'étendue et les conséquences des violations des droits de l'homme et des violences qui ont secoué les fondements de la démocratie et de l'Etat de droit au Togo est dirigée depuis le mercredi 27 mai 2009 par Monseigneur Nicodème Anani Barrigah-Benissan, évêque d'Atakpamé. Le but de la création de cette commission est d'aboutir à une véritable réconciliation au Togo. Ces deux organes participent au processus de réconciliation en cours au Togo. Le peuple togolais a mis tout son espoir sur les conclusions de ces organes. Cependant, à la date

d'aujourd'hui, des questions fondamentales restent à régler telles que l'unanimité sur la liste électorale, le mode du scrutin et les aspects pratiques du processus de réconciliation.

#### **IV- Les facteurs qui pourraient encourager les contestations post électorales**

Pendant près de quatre décennies, le pouvoir au Togo a été toujours remporté officiellement par un Président originaire du nord avec le soutien des cadres du centre et du sud.

Le Président Faure qui est au pouvoir n'est pas accepté par tous ses frères comme une race pure du nord. De plus il a mis aux arrêts son frère qui se réclame à 100% du nord. Cette situation a créé des mécontents au sein du parti au pouvoir et au sein de l'armée togolaise qui a, par le passé, joué un rôle très important dans la conservation du pouvoir au Togo. Avant son arrestation, M. KPATCHA a été Ministre de la défense et comme tel a des sympathisants au sein de l'armée. Cela pouvait s'expliquer par la résistance que sa garde rapprochée a opposée aux forces loyalistes qui étaient venues l'arrêter à son domicile.

De plus, les réformes opérées au sein de l'armée ne sont pas de nature à plaire à certains conservateurs de l'armée qui avaient servi la cause de EYADEMA père.

Les partis de l'opposition ont vivement souhaité pour les élections du 4 mars un scrutin à deux tours, une purge de la liste électorale et une certaine authentification des bulletins de vote. Ces demandes n'ont pas été satisfaites ni vidées et constituent déjà des causes potentielles de contestation des résultats des élections.

#### **V- Les facteurs qui pourraient favoriser le changement**

##### **▪ Les cas Kpatcha et Koffi Yamgnane**

Comme nous l'avons dit un peu plus haut, la mise aux arrêts de Kpatcha GNASSINGBE pourrait faire bénéficier à l'opposition une grande majorité du vote du nord surtout qu'un autre candidat, Koffi Yamgnane, originaire du nord a été exclu du processus le 2 février 2010 par la Cour Constitutionnelle qui s'est officiellement fondée sur la différence entre les documents de naissance français et togolais du candidat. En effet, les craintes d'émiettement de l'électorat du Nord seraient des raisons non exprimées du rejet de la candidature de Koffi Yamgnane. La foule drainée les 30 et 31 décembre lors de sa tournée nationale surtout à Kara, à Guérin-Kouka et à Bassar-ville, sa terre natale, aurait donné de la sueur froide aux premiers responsables et militants du RPT de ces deux localités.

##### **▪ L'absence de Gilchrist et son soutien à Jean Pierre FABRE**

L'absence de Gilchrist Olympio, le leader charismatique de l'opposition constitue un atout favorable pour l'UFC. Par le passé, la candidature de Gilchrist était considérée comme une revanche du fils pour son feu père assassiné par le feu Président GNASSINGBE Eyadéma. L'absence de Gilchrist OLYMPIO peut être interprétée de différentes manières. Pour les scientifiques, Gilchrist Olympio, qui devrait porter les couleurs du parti est souffrant aux Etats-Unis et n'a pu faire le voyage du Togo pour se faire examiner par un collègue de médecins assermentés.

Pour les spirituels, c'est la manifestation de la volonté de Dieu. Comme Moïse dans la Bible, la terre promise est proche mais Gilchrist ne pourra pas y accéder. Pour les politiciens, c'est un soulagement pour le RPT et une opportunité pour le candidat de l'UFC.

- **Une coalition qui soutient le candidat Jean Pierre Fabre**

Cinq partis politiques de l'opposition togolaise ont créé le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), pour soutenir la candidature de Jean-Pierre Fabre, à la présidentielle du 4 mars prochain. C'est dire que les alliances se font de plus en plus autour du candidat de l'UFC, ce qui relance l'enjeu du scrutin du 4 mars 2010.

En somme, la candidature de Jean Pierre FABRE est donc une opportunité pour l'UFC, ses supporters et ses admirateurs de faire un score historique à l'issue de ces élections.

#### **VI- Les candidats**

Sept (07) dossiers de candidature à la présidentielle du 4 mars ont été retenus par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Il s'agit de Faure Gnassingbé (RPT, au pouvoir), Jean-Pierre Fabre pour l'UFC, Agbéyomé Kodjo pour l'Obuts,Yawovi Agboyibor pour le CAR, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson pour le CDPA, Bassabi Kagbara pour le PDP et Nicolas Lawson pour le PRR.

Tous ces candidats ont versé une caution de 20 millions de Fcfa remboursable à condition d'obtenir au moins 5% des voix.

#### **VII- Les stratégies avant le début de la campagne électorale**

Les partis de l'opposition ont adopté plusieurs stratégies avant le début de la campagne électorale. En dehors des mots d'ordre d'appel de l'opposition à un candidat libre, les responsables de l'Union des forces de changement (UFC), principal parti politique d'opposition, se sont réunis le vendredi 5 février 2010 à Accra (Ghana) autour de leur leader Gilchrist Olympio pour "dissiper les rumeurs et malentendus" qui créent la polémique autour de la candidature de Jean-Pierre Fabre, à la présidentielle du 4 mars 2010.

Par ailleurs, sur l'initiative de François Eso Boko, ancien ministre de l'Intérieur actuellement en exil en France, une partie de l'opposition togolaise était en conclave mardi 9 février 2010 à Paris, pour tenter de désigner un candidat unique pour les élections du 4 mars 2010.

Les travaux ont enregistré la présence des candidats à cette élection présidentielle tels, Brigitte Adjamagbo-Johnson de la CDPA, Agbéyomé Kodjo de l'OBUTS, Yawovi Agboyibor du CAR, Jean-Pierre Fabre de l'UFC. Mais également Kofi Yamgnane, le candidat indépendant recalé par la Cour Constitutionnelle.

En clair, l'objectif de cette rencontre qui était de rassembler toutes les principales forces de l'opposition autour de la définition d'une stratégie politique crédible commune, devant conduire à la désignation consensuelle d'un candidat unique de l'opposition pour la présidentielle du 04 mars prochain, n'a pas été totalement atteint. Puisqu'il

n'a pas eu l'adhésion du CAR qui a claqué la porte en plein travaux et de la CDPA représentée par Brigitte Adjamagbo-Johnson qui a souhaité consulter les premiers responsables de son parti avant d'arrêter une décision.

Avant le début de la campagne, trois candidats ont progressivement appelé à la suspension provisoire de leur participation au processus électoral avant de se remettre en scelle.

C'est dans ce contexte que le pouvoir a accepté un ajournement du scrutin au 4 mars tout en évitant de plonger le Togo dans un vide juridique. Cette acceptation a contribué à une décrispation politique.

### **VIII- La campagne électorale**

La campagne électorale pour la présidentielle du Togo débutée le mardi 16 février 2010 à minuit a pris fin le 2 mars à minuit, conformément à l'article 86 du code électoral qui stipule que la campagne doit durer 15 jours francs avant la date du scrutin

Dans les rues de la capitale Togolaise, les premières affiches étaient déjà posées. Celles de Faure Gnassingbé ont battu le record. Les affiches des autres candidats étaient à peine visibles.

L'un des enjeux de ces élections a été gagné. De façon générale, la campagne électorale au Togo s'est déroulée sans heurts.

#### **Les observateurs**

Pour assurer la conduite paisible des élections, les communautés nationale et internationale ont déployé des observateurs sur l'étendue du territoire togolais.

Sur le plan national plus de 3000 observateurs nationaux sont déployés pour observer le bon déroulement du processus.

La CEDEAO est aussi présente au Togo avec 300 observateurs dont 200 militaires<sup>iv</sup>. Le déploiement des observateurs militaires vise à observer le rôle des militaires togolais dans ces élections.

L'Union Européenne a déployé entre 130 et 180 observateurs dans les bureaux de vote. L'Union Africaine en a aussi déployé 40.

#### **Le rôle de la Force de Sécurisation de l'Élection Présidentielle (FOSEP)**

Dans le cadre du projet d'appui à la sécurisation de l'élection présidentielle financée par l'UE, 6000 treillis bleus et autres matériels ont été fournis pour habiller les agents et faciliter leur identification. Les agents de FOSEP ont accompagné tout le processus afin d'assurer une élection pacifique et paisible au Togo. Ils accompagnent les candidats et assurent leur sécurité. Leur rôle a été jusque là déterminant dans la paix qu'on observe à cette étape du processus.

## **Les données statistiques des élections**

A l'issue du scrutin du 4 mars 2010, le prochain Président du Togo sera élu parmi les sept (7) candidats en lice suite au vote des trois millions deux cent quatre vingt quinze mille six cent quarante six (3.295.646) électeurs enregistrés et repartis dans environs 6000 bureaux de vote. Les options suivantes pourraient se présenter après la proclamation des résultats.

### **IX- Les scénarii possibles**

#### ***Scenario I (Très probable) : Les résultats des urnes sont en faveur du candidat du RPT***

*A l'issue du scrutin, le candidat du RPT remporte les élections par une courte longueur d'avance sur le candidat de l'UFC.*

*L'opposition crie à la fraude et invite ses manifestants à occuper la rue. L'anarchie s'installe. Le Médiateur dans le dialogue inter togolais appelle les parties à trouver une situation de sortie de crise. Un gouvernement d'union est installé. La cohabitation s'impose. Cette situation aidera à finaliser les chantiers relatifs aux réformes en cours.*

#### ***Scénario II (Probable) : Les résultats proclamés sont en faveur du candidat de l'UFC***

*La publication des résultats et le compte rendu des observateurs donnent le candidat de l'UFC vainqueur des élections. Les militants jubilent. Le RPT refuse de reconnaître les résultats et appelle à un recomptage des votes. Les Présidents des institutions sont menacés. Le pays est au bout du chaos. Des manifestations s'observent dans toutes les villes du pays.*

*Une partie des forces de l'armée se joint au mouvement et prend le pouvoir. La transition s'impose pour finaliser les reformes.*

#### ***Scénario III (Peu probable) : Les résultats sont annoncés en faveur d'un des candidats***

*Les résultats sont proclamés. L'un des candidats est déclaré vainqueur du scrutin. Les autres candidats acceptent les résultats des urnes et félicitent le vainqueur. Le Togo a relevé le défi des élections non violentes lié aux élections. Une page du Togo est tournée.*

### **X- Recommandations**

*L'évolution de la situation sociopolitique du Togo intéresse les acteurs togolais mais aussi ceux de la sous-région et de la communauté internationale. La bonne tenue de la présente élection dépendra de l'implication effective des acteurs politiques, des institutions, de la société civile, des médias et de la communauté régionale et internationale.*

Chacun des acteurs doit pouvoir apporter sa contribution à la réussite de ce processus important et capital pour le développement du Togo.

### **Les acteurs politiques**

Le rôle de formation et de sensibilisation des acteurs politiques et de leurs militants doit se poursuivre pendant le processus électoral en cours. La veille citoyenne va au-delà du 4 mars et nécessite le réel engagement de tous. Les voies de recours légales doivent être utilisées en cas d'insatisfactions.

### **Les institutions**

Le rôle des institutions telles que la CENI, la Cour Constitutionnelle, l'armée et le gouvernement est important dans la réussite du processus électoral. Chaque responsable d'institutions doit respecter et faire prévaloir l'esprit républicain dans les différentes phases du processus électoral.

### **La société civile**

Elle est au plurielle et doit continuer à former et sensibiliser les populations pour qu'elles adoptent des comportements responsables pendant le processus. Leur présence dans les bureaux de vote est importante et aidera à la réussite du scrutin. La culture de la non violence doit être enseignée et entretenue par tous. La société civile doit aider pour le respect des résultats des urnes.

### **Les médias**

Le rôle des médias dans le processus est primordial. Les médias doivent continuer leur mission d'information et d'éducation des populations. Le traitement responsable des informations pendant cette période sensible est à recommander. La moindre déviance pourrait mettre en mal l'issue du scrutin.

### **Les communautés régionale et internationale**

L'implication de la communauté internationale dans le processus en cours au Togo est à saluer. Les appuis techniques et financiers de la communauté internationale matérialisent leur désir d'œuvrer pour la consolidation de la démocratie au Togo. A l'issue du scrutin, le rôle de la communauté internationale dans le respect des résultats des urnes est attendu. L'on se souvient qu'en 2005, le communiqué de la CEDEAO à l'issue du scrutin a jeté du discrédit sur l'institution. Les communautés régionale et internationale doivent prendre en compte ce passé pour mieux réussir leur mission.

## **XI- Conclusion**

Le Togo est aujourd'hui à la croisée des chemins. L'issue du scrutin du 4 mars 2010 déterminera le climat de paix au Togo. A la veille de cette consultation électorale, le climat de psychose gagne du terrain.

*Les acteurs de la vie sociopolitique du Togo ont un rôle important à jouer dans la situation post électorale. Le film électoral a été tumultueux mais jusque là paisible.*

*Cette maturité dont à fait preuve le Togo doit se poursuivre jusqu'au règlement définitif des contentieux électoraux pour permettre au Togo de tacler les réels défis de développement. Le peuple ne veut pas la violence mais un mieux être. Que les acteurs politiques impliqués dans ce scrutin travaillent pour la réalisation des besoins du peuple. Le peuple attend et en son temps l'histoire sera dite.*

---

<sup>i</sup> 1960-2010:50ANS D'INDEPENDANCE POUR 17 PAYS AFRICAINS!CELEBRATION ET BILAN! BENIN, BURKINA, CAMEROUN, CENTRAFRIQUE, CONGO-BRAZZA, RD CONGO, CÔTE D'IVOIRE, GABON, MADAGASCAR, MALI, MAURITANIE, NIGER, NIGERIA, SENEGAL, SOMALIE, TCHAD, TOGO

<sup>ii</sup> <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Politique/Arrestation-de-Kpatcha-Gnassingbe>

<sup>iii</sup> Le nombre des victimes de ce pouvoir, après les élections présidentielles, est estimé par la Ligue à plus de 800 personnes (rapport Amnesty International, 2005).

<sup>iv</sup> [www.republicoftogo.com/.../CEDEAO/Les-premiers-observateurs-de-la-Cedeao](http://www.republicoftogo.com/.../CEDEAO/Les-premiers-observateurs-de-la-Cedeao)

